30 juin 1883, écrite par X.... à son client et toutes les copies que Y.... a prises ou laissées prendre de cette lettre, notamment celle qui a été produite dans l'instance, et le fac-similé qui a été établi; dit que cette restitution aura lieu dans les vingt-quatre heures du présent jugement pour le cas où il l'aurait entre les mains au moment de la signification, et dans les vingt-quatre heures qui suivront la réception par Y.... de ladite lettre au cas où il ne l'aurait pas reçue de M. le procureur général près la Cour d'appel de Rennes, antérieurement à la notification du présent, et ce, à peine de 5 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard;

Condamne Y.... à payer à X.... une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts;

Le condamne aux dépens, exclusion faite des frais de poursuite dont le demandeur s'est désisté, etc....

NOTE.—Celui qui est mis par une erreur ou par une fraude en possession d'une lettre oumissive confidentielle destinée à un tiers ne peut, contre le gré de l'expéditeur, être admis à faire usage de cette lettre dans son intérêt personnel. V. Cass. 3 mai 1875 (S.75.1.197); Rennes 26 juin 1874 (S.75.2.34); Rennes 7 mars 1887 (Gaz.Pal.87.1.383) et la note. La production de pareille lettre par le tiers est dès lors susceptible de donner lieu à des réparations civiles. V. Cass. 3 février 1873 (D.73.1.468), Comp. aussi: Cass. 12 mars 1886 et le rapport de M. le conseiller Dupré-Lasale (Gaz.Pal.86.1.598).

RECENT QUEBEC DECISIONS.*

Loi des Licences de 1878—Tribunal compétent.

Jugé, Qu'une poursuite pour contravention à "la loi des licences de Québec de 1878," ne peut être jugée par trois juges de paix; et sur un bref de prohibition, la sentence ou conviction rendue par trois juges de paix sera annulée.—*Arseneault v. La Corporation de St. Charles*, Angers, J., C. S., Montmagny, 8 mai 1886.

Procédure—Bref d'appel.

Jugé, Que lorsque le bref d'appel n'a été

signifié ni à la partie ni à son procureur personnellement pendant le délai fixé par la loi, l'appelant a perdu le droit de signifier le bref d'appel, et l'appel devra être renvoyé.—*Gingras & Choquet*, en appel, 3 fév. 1887.

Billet promissoire—Porteur de bonne foi—Fraude.

Jugé, Que lorsqu'un billet promissoire a été obtenu par fraude, le tiers, qui en est devenu porteur même de bonne foi, ne peut en recouvrer le montant du signataire. — *Banque Jacques Cartier & Lescard*, en appel, 4 déc. 1886.

Preuve—Témoin.

Jugé, 1. Qu'on peut en transquestionnant un témoin, appelé pour prouver la bonne réputation de l'épouse du demandeur, demander à ce témoin s'il a payé tous ses créanciers, et que s'il refuse de répondre la Cour pourra l'y contraindre.

2. Qu'en transquestionnant un autre témoin, une femme mariée, appelée pour prouver la mauvaise réputation de l'épouse du demandeur, il n'est pas permis de lui demander pour la discréditer, si elle a eu des rapports charnels avec un autre que son mari. *Dussault v. Bacon*, C. S., Andrews, J., 27 oct. 1886.

Chemin—Ponceau—Action en démolition.

Jugé, Que dans l'espèce actuelle, les appelants étant autorisés par la loi à construire un ponceau (culvert), sur le chemin qui est sous leur contrôle et qui longe la terre de l'intimé, il n'y a pas lieu à une action pour faire démolir ce ponceau. *Les Syndics des Chemins à Barrières de la Rive Sud & Bégin et al.*, en appel, 5 fév. 1887.

Caution judicatum solvi—Frais—Appel.

Jugé, Que, quelques généraux et amples que soient les termes du cautionnement fourni pour le paiement des frais sur une action, instance, ou procès, portée, intentée, ou poursuivi dans cette province, par une autre personne qui n'y réside pas, les cautions ne répondent que du paiement des frais en première instance, et ne sont pas

* 18 Q. L. R.